

## Questionnaire Grand débat : démocratie et citoyenneté

### Les réponses proposées par la Fédération Française des Motards en Colère

En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?  
Les associations qui nous permettent de nous impliquer dans un collectif où chacun peut confronter ses idées et ses opinions afin de faire avancer et évoluer les débats.

En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

Oui

Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

Dans le domaine de la politique des transports, les associations réellement représentatives des usagers de la route comme la FFMC et non des coquilles vides subventionnées qui ne sont que des faux nez pour prétendre représenter des intérêts particuliers ou commerciaux. Les associations fonctionnent grâce aux bénévoles qui les composent. Elles ont un rôle de défense et d'information des citoyens et participent au fonctionnement de notre société pour la faire évoluer en tenant compte des opinions de chacun.

Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?  
Que les élus écoutent, entendent et respectent réellement les attentes des citoyens. Qu'ils œuvrent pour le bien commun et non pour leur compte personnel.

Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés & sénateurs) est

Une bonne chose  Une mauvaise chose  Je ne sais pas

Pourquoi ?

Le cumul de mandats (et cumul de rémunération) ne fait que gonfler l'égo des élus. Le non-cumul permet au contraire de laisser de la place aux citoyens qui souhaitent s'impliquer dans la vie publique et pour la collectivité. Le non-cumul des mandats permet également que les élus puissent se concentrer sur un seul mandat, s'impliquer réellement sur les dossiers dont ils ont la charge et ainsi assurer le rôle qui leur est confié.

Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Renouer avec le consensus au lieu de diviser les français par des mesures clivantes ; limiter la concentration dans les médias.

Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ? Plusieurs réponses possibles

Législatives                      Régionales                      Départementales

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

Oui

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'élus (hors députés et sénateurs) ?  
Oui

Si oui, lesquels :

Limiter le nombre de couches du « mille feuilles territorial »

Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

Il faut cesser d'infantiliser les citoyens par des mesures coercitives et au contraire leur permettre d'être acteurs du développement de la Collectivité.

Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Oui  Non

Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

Oui  Non

Si oui, de quelle manière ?

La prise en compte du vote blanc permet à chacun de s'exprimer et que leur vote soit pris en compte : il faut donc modifier les règles de majorité (simple, relative, absolue) pour inclure les votes blancs dans les résultats.

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Commencer par ne pas mettre en place un grand débat avec des questions aussi fermées qui ne laissent pas la possibilité au citoyen de s'exprimer sur les sujets qui le concerne réellement dans sa vie quotidienne. Comme par exemple, la sécurité routière qui touche tout le monde et qui pourtant est totalement oubliée dans ce grand débat.

Que les élus limitent l'usage de la langue de bois qui ne fait qu'accentuer le désintérêt et la défiance des citoyens pour la vie politique.

Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

Oui  Non

Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

Oui  Non

Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

Oui

Si oui, comment :

Le RIP a été mis en place il y a 4 ans et pourtant il n'a jamais été utilisé. Ce qui démontre le peu d'intérêt que les élus portent à l'opinion des citoyens, surtout lorsqu'ils ont conscience que l'opinion publique ne va pas dans le sens de ce qu'ils proposent.

Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

Oui       Non       Je ne sais pas

Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?

Il faudrait déjà commencer par écouter les citoyens qui essaient de prendre part à la vie publique en se déplaçant pour aller voter, qui se rendent dans les réunions publiques ou à la rencontre de leurs Députés. Les citoyens ne sont pas pris en compte de manière individuelle mais ne le sont pas plus en tant que collectif.

Cela fait 39 ans que la FFMC propose et met en œuvre des solutions, et prouve leur pertinence. Face à cela, l'Etat ne trouve qu'à multiplier les réglementations inutiles, les brimades, les règles mal acceptées parce que mal comprises.

L'exemple récent le plus criant est l'abaissement de la vitesse maximale à 80km/h sur le réseau routier bidirectionnel sans séparateur, décrété par le gouvernement malgré une opposition des ¾ des français.

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Rappelons que le Sénat avait fait des propositions sur la question de l'abaissement de la vitesse maximale à 80km/h sur le réseau routier bidirectionnel, proposition rejetée d'un revers de la main par le Gouvernement. (<https://www.motomag.com/Le-Senat-rend-un-rapport-oppose-a-la-generalisation-des-80-km-h.html>)

De même sur la question du contrôle technique des deux-roues motorisés, le Sénat adopte en 2012 une résolution portant avis motivé contre l'extension du contrôle technique (<https://www.senat.fr/leg/tas12-013.html>). Ce qui n'empêche pas la direction de la sécurité routière de proposer 3 ans plus tard... l'extension du contrôle technique et le renforcement des critères...

Comment voulez-vous, à ce compte-là, que les citoyens aient confiance dans leurs institutions ?

Faut-il les transformer ?  Oui  Non

Si oui, Comment :

Non pas les transformer mais les écouter !

## Vie citoyenne

Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui :

Satisfaisante  A améliorer  A modifier profondément

Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Aux dernières nouvelles la moto n'étant pas une religion...

Mais dans le domaine sociétal, la FFMC se prononce, dans ses statuts, contre toute forme de discrimination, notamment religieuse et par conséquent, la FFMC reconnaît et s'inscrit dans l'esprit de la Loi de 1905 qu'elle considère comme suffisamment explicite pour ne pas être remise en cause ni modifiée : la religion est une affaire privée et l'État n'en favorise, ni n'en défavorise aucune.

Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

En respectant les citoyens, les électeurs et en appliquant aux élus et grands commis de la République les mêmes règles que celles que l'on demande aux citoyens de respecter, et en privilégiant l'information par rapport à la répression.

La FFMC déplore les dispositions de la loi dite « anti-casseur » actuellement à l'étude et qui va à l'encontre la liberté de chacun au droit de manifester, droit qui est inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme (droit à la liberté de réunion et d'association).

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

Ecouter le citoyen et respecter ses choix.

Arrêter de considérer le citoyen comme un contribuable, et l'usager de la route comme une vache à lait et un délinquant.

Cesser d'infantiliser le citoyen.

Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

Le respect

Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

A partir du moment où le citoyen est écouté et respecté, il s'inscrira davantage dans les comportements civiques qu'il aura contribué à définir.

Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

Prendre en compte les avis des citoyens qui s'expriment au lieu de « garder un cap » fut-il aussi massivement rejeté comme, par exemple, l'abaissement des vitesses à 80km/h sur le réseau routier bidirectionnel sans séparateur rejeté par plus des ¾ des français.

Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

- La fraude fiscale qui prive l'Etat des moyens dont il a besoin au quotidien pour construire un monde meilleur, plus juste, plus sûr et plus sain.

Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Investir massivement dans la prévention et l'éducation grâce aux moyens retirés de la lutte contre l'évasion fiscale (parfois appelée dans sa version légale « optimisation fiscale » ce qui revient au même).

Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?

L'exemplarité des hommes politiques et de tous les représentants de l'État serait un bon départ. Agir sur l'éducation prodiguée à l'école prônant le respect.

Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

La multiplication de règles discriminatoires visant les deux roues motorisés (accès restreint à certains véhicules pour les conducteurs novices, notamment par la limitation de puissance, et de rapport puissance/poids) qui ne s'appliquent pas aux voitures. Du coup un motard novice n'est pas autorisé à conduire le véhicule de ses parents (par exemple) ou de ses amis.

Imaginez la même chose en voiture ?

Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

Cesser de stigmatiser les usagers de deux-roues motorisés.

Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

Oui  Non

Si oui, lesquelles ?

Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?